

LA QUESTION NE SEMBLE PAS DÉFINITIVEMENT TRANCHÉE

Quelle option pour l'endettement extérieur ?

La question de l'endettement extérieur est-elle devenue un enjeu politique ? Lundi, le SG du RND et directeur de protocole à la présidence, Ahmed Ouyahia, a prévenu contre le recours à l'emprunt externe, faisant valoir l'expérience des années 1990 lorsque le pays a été amené à des choix difficiles.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - M. Ouyahia a affiché son inquiétude face à cette perspective évoquée par-ci puis démentie par-là, tout en se déclarant contre le retour à l'endettement extérieur. «Le risque existe. Il est là», a-t-il martelé.

Des déclarations qui n'ont pas manqué de faire réagir la classe politique, notamment le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) qui, par la voix de son secrétaire national chargé de la communication, Atmane Mazouz, affirme qu'à travers les déclarations des différents tenants du pouvoir de ne rien pouvoir faire face à la faillite du Trésor public que le recours à l'endettement extérieur, est une manière pour ce pouvoir de préparer l'opinion à lui faire admettre l'inévitable recours à cette option. «Il est clair qu'à travers cette montée au créneau, il s'agit bien d'un enjeu politique majeur avec la multiplication des déclarations des res-

pensables du secteur et l'envoi du mercenaire de tous les temps, Ahmed Ouyahia, comme nouveau prêcheur pour anticiper sur les retombées catastrophiques sur l'économie du pays et le quotidien des citoyens», estime M. Mazouz, contacté hier. Pour lui, le recours, de nouveau, à l'endettement extérieur est aussi une preuve supplémentaire de la banqueroute du pays «et des mensonges du pouvoir sur la pertinence des choix économiques du gouvernement».

Désormais, dit-il, la sphère économique du pays, parasitée par une corruption systémique, est, encore une fois, livrée à l'improvisation sans que les Algériens soient associés à leur destin. Et de rappeler que le RCD a déjà alerté sur la faillite de gestion qui mine l'avenir immédiat du pays. «La réalité a bien fini par rattraper les mensonges du gouvernement (et) qui ne peuvent tenir pour long-



Ouyahia affiche son inquiétude.

Photos : Samir Sid

temps et servir à masquer un échec total et programmé», observe-t-il. Avant d'enchaîner sur le fait que «plus personne ne croit aux élucubrations d'Ahmed Ouyahia», qui, lui-même, a participé à mettre en panne économique le pays. «Les Algériens savent bien que ce personnage peut revendiquer avec la même suffisance plusieurs démarches contradictoires». Et de conclure qu'«avoir gaspillé quinze années durant des milliards dans la spéculation, la préda-

tion et l'entretien des réseaux clientélistes et rentiers, ne peut avoir comme résultat que l'assèchement des finances du pays et la perte des chances de sauvegarde dont dispose encore la nation pour faire face aux nouveaux défis».

Pour sa part, Ramdane Yousef Taâzibt, membre de la direction du Parti des travailleurs (PT), estime que la question de l'endettement extérieur est une question politique majeure dans la mesure où elle coûte

très cher notamment en terme d'aggravation de la tragédie nationale.

En plus d'être utilisée pour piller les richesses des pays, l'Algérie a payé cher son endettement, soutient-il. En même temps, c'est aussi une préoccupation économique, car il y a des risques que des entreprises privées et même des entreprises étrangères de droit algérien peuvent aller emprunter de l'argent avec la garantie du Trésor public.

Réagissant aux déclarations d'Ouyahia, il souligne que «maintenant, s'il (Ouyahia) dit qu'il ne faut pas recourir à l'endettement, la solution sera d'abroger l'article de la loi de finances 2016 qui légalise le recours à l'endettement extérieur», tout en estimant que «les lobbies peuvent toujours recourir à cet article» pour contracter des emprunts à l'extérieur. Il relève lui aussi les contradictions dans le discours officiel. «D'un côté, on nous dit qu'on ne va pas recourir à l'endettement, et d'un autre côté, on nous dit que c'est indispensable, voire inévitable. Nous appelons à ce que le gouvernement ait une seule politique et interdise tout recours à l'endettement extérieur», note Taâzibt.

Y. D.

EMPRUNT NATIONAL POUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Des titres à 1 million de DA, dès la semaine prochaine

Les souscriptions en espèces à l'emprunt national pour la croissance économique sont sans limitation de montant et les souscripteurs ont le choix entre des souscriptions nominatives ou anonymes. Les compagnies d'assurances intégreront le réseau de collecte des épargnes dès la semaine prochaine, qui verra également l'émission de titres à 10 000 DA et à 1 million de DA.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Dans une conférence de presse tenue hier au siège du ministère des Finances, le ministre Abderrahmane Benkhalfa a indiqué que les souscriptions en espèces dans le cadre de l'emprunt national pour la croissance économique, peuvent se faire sans limitation de montant et que la présence du souscripteur n'est pas requise. Les souscripteurs, a ajouté Benkhalfa, ont le choix entre des souscriptions nominatives ou anonymes d'autant que ces titres peuvent être donnés comme garantie d'un crédit bancaire. Ces éclaircissements, a-t-il expliqué, s'imposaient trois semaines après le lancement de cet emprunt. «Ce sont des réponses à des questions que beaucoup d'épargnants se sont posées à travers le réseau de souscription, composé des agences bancaires, des trésoreries de wilaya, des recettes d'Algérie Poste et, dès la semaine prochaine, les compagnies d'assurance», a-t-il déclaré.

Ainsi, le ministre des Finances a annoncé que les titres de l'emprunt national pour la croissance économique, émis jusque-là en des coupures de 50 000 DA pour une maturité de trois et cinq ans, seront proposés à partir de la semaine prochaine suivant deux autres formules, à savoir 10 000 DA pour les petits épargnants et 1 million de DA pour les gros épargnants. Le ministre, qui a rassuré les épargnants sur la cessi-

bilité de leurs titres à tout moment, a révélé que l'Etat a émis environ huit millions de titres, sans préciser le montant de l'emprunt ni le nombre de coupures émis pour chacune des formules indiquées.

Les capacités d'endettement du pays sont énormes

Présent aux côtés de Benkhalfa, le ministre délégué auprès du ministre des Finances, chargé du Budget et de la prospective, Hadji Baba Ammi, a souligné que les capacités d'endettement du pays sont énormes.

Et d'étayer son propos par des chiffres : «La dette interne représente 8,5% du PIB, la dette externe 0,3% du PIB et le déficit budgétaire 3% du PIB. La dette n'est pas une tare quand elle est maîtrisée. D'autant qu'elle est largement soutenable en

Algérie.» Baba Ammi, qui a estimé qu'il n'y a pas lieu de craindre au sujet de la situation budgétaire de l'Etat, a soutenu qu'aucun pays au monde ne peut financer son développement uniquement sur le budget de l'Etat.

Quant à la situation budgétaire de l'Etat lors des deux premiers mois de l'année 2016, Baba Ammi a estimé que le rythme des dépenses observé en 2015 se poursuit et correspond aux recettes. «Nous essayons d'opérer un atterrissage en douceur, sans choc pour l'économie. On ne peut arrêter les dépenses de manière brutale. Donc, on ne peut arrêter les projets en cours. Cela pourrait provoquer la faillite de milliers d'entreprises. Mais nous allons geler certaines nouvelles opérations», a-t-il dit.

Abondant dans le sens de son collaborateur, Abderrahmane



Benkhalfa rassure les épargnants sur la cessibilité de leurs titres

Photo : NewPress

Benkhalfa a précisé que les recettes de l'Etat couvrent le budget de fonctionnement à hauteur de 120%. «L'argent puisé dans le Fonds de régulation des recettes (FRR) va au

budget de l'équipement et l'emprunt que l'Etat vient de lancer va financer ses investissements économiques», a-t-il conclu.

L. H.

DÉFAILLANCE DANS LA GESTION FINANCIÈRE ET LA RÉGLEMENTATION DES CHANGES

Le déficit commercial susceptible de dépasser les 21 milliards de dollars

Invité de la radio, le président de l'Association des exportateurs algériens (Anexal), Ali Bey Nasri, blâme l'immobilisme de la réglementation des changes inhibant l'exportation. De fil en aiguille, c'est finalement le déficit de la balance commerciale qui menace de se creuser davantage.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir)

- Absence d'externalisation des banques algériennes, maintien du statu quo sur la réglementation des changes, et des finances de façon plus large, sont l'ensemble des facteurs qui mettent l'exportateur algérien dans une situation de méfiance et d'incertitude, a révélé l'interlocuteur. Le constat est plus désastreux encore sachant que ce scepticisme bloque même les exportateurs potentiels désirant s'investir et faire connaître leurs produits à l'internatio-

nal. Revoir cette législation est définitivement «une urgence», soutient le président de l'Anexal, afin de mettre ces opérateurs économiques en confiance en leur offrant un environnement «plus attractif». Or, ils sont, aujourd'hui, considérés comme des «suspects de fraudes en puissance», ils sont «oppressés» dès le premier abord. Puisque, faut-il le rappeler, l'acte d'exportation coûte non seulement plus cher que celui lié à l'importation, mais on a fait en sorte qu'il rencontre «plus de barrières»,

bureaucratiques ou autre. Et s'il existe bien une liste de tous ces obstacles, la réglementation des changes actuelle sera, assurément, «la plus handicapante» ; car dissuadant et les entreprises algériennes et les opérateurs économiques à l'exportation.

D'ailleurs, l'impact concret de cette législation malveillante est fortement ressenti sur le terrain. En effet, Ali Bey a dévoilé des statistiques qui ne sont que révélatrices de la gravité de la situation. La tendance des exportations, au premier trimestre de 2016, est visiblement «négative». Soit un effondrement de l'ordre de 51% comparativement à la même période de 2015. Parlant de la chute des exportations et de l'effondrement des recettes pétrolières, on invoque nécessairement le déficit

qu'en subit la balance commerciale.

Un chiffre qui donne le tournis : 21 milliards de dollars de déficit, au lieu des 13 milliards actuels, est la prévision faite par le président de l'Anexal si cette tendance baissière des facteurs continue.

Comme tout le reste des experts et économistes, Ali Bey pointe du doigt des «solutions conjoncturelles». Et c'est un appel d'urgence à la mise en place d'une stratégie globale munie d'une vision à long terme, qu'il a lancé encore une fois.

Chose plus que fondamentale pour déterminer l'ensemble des actions politico-économiques, qu'il faudrait expressément entreprendre, afin de remonter cette pente et d'éviter un scénario catastrophique imminent.

N. B.